



Égypte/Monde arabe

6 | 2003

D'une intifâda l'autre. La Palestine au quotidien

L'intifâda vécue d'Égypte

Mustapha al-Ahnaf



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/941>

DOI : 10.4000/ema.941

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2003

Pagination : 139-148

ISBN : 2-87027-993-0

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Mustapha al-Ahnaf, « L'intifâda vécue d'Égypte », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Deuxième série, D'une intifâda l'autre. La Palestine au quotidien, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/941> ; DOI : 10.4000/ema.941

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

L'intifâda vécue d'Égypte

Mustapha al-Ahnaf

- 1 Les remarques qui suivent ont été élaborées à partir du dossier de presse du Cedej consacré à l'intifâda d'al-Aqsâ et d'un article publié par la revue *Ahwal Misriyya*, qui ne couvre que les premiers mois de l'événement. Elles visent autant que possible à rendre compte de ce moment égyptien de l'intifâda en en conservant l'esprit et le langage.
- 2 Lorsque, deux semaines après l'éclatement de l'intifâda dite d'al-Aqsâ, une quarantaine de militants des droits de l'homme se réunirent au « Centre al-Nadîm pour la réhabilitation psychologique des victimes de la violence » et créèrent le « comité populaire de soutien à l'intifâda du peuple palestinien », ils étaient loin d'imaginer qu'ils allaient être le noyau du mouvement de protestation populaire le plus important qu'ait connu l'Égypte depuis plusieurs décennies. Dès les premiers jours de la deuxième *intifâda*, et au vu des images copieusement diffusées par les différentes chaînes de télévision, tant égyptiennes qu'arabes, un sentiment général de colère et d'indignation a très vite gagné l'ensemble des couches de la société. Comme dans le reste du monde arabe, des millions d'Égyptiens se sont sentis offensés par la « profanation » délibérée de la mosquée d'al-Aqsâ par Ariel Sharon et la brutalité avec laquelle les forces d'occupation israéliennes ont traité les populations palestiniennes. Devant les protestations « platoniques » des États arabes et leur incapacité chronique à faire face à l'État d'Israël, différentes couches de la population ont senti la nécessité de faire quelque chose « pour venir en aide aux frères palestiniens ». Une conviction générale a depuis quelque temps gagné l'opinion publique, à savoir qu'Israël n'a aucunement l'intention de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien ; que les accords d'Oslo sont morts avec Yitzhak Rabin ; que les États arabes n'ont ni le désir ni les moyens d'obliger Israël à respecter ses engagements et surtout que les Américains ont depuis toujours choisi le camp hostile aux Palestiniens. Qu'elles soient ou non fondées, ces convictions sont devenues des « vérités » inébranlables dans la tête des citoyens ordinaires. Il est vrai qu'elles sont aussi véhiculées par l'ensemble des acteurs qui font l'opinion ou du moins l'orientent, depuis les prêcheurs du vendredi dans les mosquées jusqu'aux chaînes publiques de télévision. Il n'est donc pas étonnant qu'on les retrouve formulées sous forme de slogans et de mots d'ordre, inlassablement repris par des centaines de milliers de manifestants spontanément mobilisés pour exprimer leur

exaspération dans les écoles, les universités et les rues des principales villes égyptiennes. Phénomène qui ne cessera de se reproduire tout au long des premiers mois de l'*intifâda* et qui redoublera d'intensité en avril 2002 avec le « massacre » de Jenin et la réoccupation des territoires de l'Autorité palestinienne.

- 3 Dès le déclenchement de la deuxième *intifâda*, le 28 septembre 2000, les autorités égyptiennes – à travers les différents médias et les différentes déclarations officielles – donnent l'impression qu'elles partagent les mêmes sentiments que la population et qu'elles trouvent intolérable ce qui se passe dans les territoires occupés. Elles laissent donc s'exprimer l'indignation et la colère, mais toujours dans les limites imposées par l'état d'exception, d'une part, et le compromis d'équilibre contrôlé entre l'État et les multiples formes d'opposition, d'autre part. Les partis, les syndicats et les associations connaissent les règles du jeu et savent qu'ils ne peuvent les remettre en cause, avec les forces dont ils disposent, sans courir de gros risques. Aussi est-ce le mouvement spontané des foules qui va surprendre les uns et les autres et donner aux événements une tournure inattendue. Les comités populaires de soutien à l'*intifâda* en sortiront grandis et largement légitimés. Mais voyons d'abord ce qu'ont fait les acteurs traditionnels de la vie publique égyptienne : les partis, les syndicats, les associations, avant d'en venir à la description et à l'analyse du « soulèvement égyptien » en faveur de l'*intifâda*.

Les partis

- 4 Sur les dix-sept partis politiques reconnus en Égypte, seuls quatre ou cinq partis d'opposition se sont signalés par des activités de type traditionnel en faveur du peuple palestinien, souvent en coordination avec des forces politiques tolérées mais non reconnues, tels que les Frères musulmans et les communistes. Le mouvement populaire provoqué par l'*intifâda* a coïncidé avec les élections législatives de l'automne 2000 ; l'on peut affirmer que les partis politiques d'opposition – le Rassemblement unioniste (nassérien de gauche) ; le Parti nassérien (nationaliste arabe et non marxiste) ; le parti Wafd ; le parti du Travail et le parti des Libéraux –, loin d'être le moteur de la mobilisation, se sont contentés de se greffer sur un courant déjà existant, à des fins partisans et électorales. Leur participation au mouvement de solidarité avec la Palestine s'est manifestée sous forme de meetings organisés séparément ou d'une façon conjointe dans leurs locaux centraux et rassemblant leurs militants ou sympathisants traditionnels. Ces meetings donnent lieu à des joutes oratoires et des discours décrits comme incendiaires, des déclarations communes de protestation et de dénonciation (contre « la sauvagerie » de l'armée israélienne bien sûr, mais aussi contre « l'immobilisme » des gouvernements arabes et la complicité des États-Unis avec « l'ennemi sioniste »). Mais il est clair que cette capacité de protestation ne peut dépasser les frontières tracées par la sécurité de l'État, référence suprême qui définit les rapports entre le pouvoir et son opposition. Les services de sécurité sont allés parfois jusqu'à tolérer des marches de quelques centaines de personnes – dans des périmètres définis auparavant – afin de remettre des messages de protestation au secrétaire général de la Ligue arabe ou au ministre des Affaires étrangères, par exemple. De même qu'est toléré le fait de brûler les drapeaux américain et israélien. Les rassemblements ont, selon certains observateurs, permis le rapprochement entre des courants traditionnellement hostiles les uns aux autres, tels que les Frères musulmans et les nassériens ; beaucoup s'en sont félicités. Mais l'on sait que ces « fraternisations » de circonstance restent sans lendemain et on a assisté lors de la manifestation « officielle » de la place Tahrir du 15 mai 2002 à des altercations entre manifestants sur la teneur de certains slogans... Une fois encore, et cela se vérifiera

encore plus lors de la crise irakienne en 2003, la marge de manœuvre des partis reste restreinte, et aucun de leurs dirigeants ne manifeste la velléité de l'élargir au-delà de ce qui est toléré. Le pluralisme à l'égyptienne est à ce prix.

Les syndicats

- 5 En Égypte, les syndicats ouvriers sont quasiment absents de la scène publique et certains ont résumé cette situation en parlant de « syndicats sans ouvriers et d'ouvriers sans syndicats ». Par contre, même muselés par l'État, les syndicats professionnels continuent de manifester, tant bien que mal, leur existence. Les années quatre-vingt ont été marquées par la montée du courant islamiste dans la majorité de ces syndicats et par la lutte des pouvoirs publics et des courants de gauche, souvent alliés, contre cette montée ; tandis que les années quatre-vingt-dix ont vu, après plusieurs épreuves de force et nombre de compromis, la mise au pas de la vie syndicale par l'État. La dynamique créée par le mouvement de solidarité avec l'intifâda a donc été mise à profit par les organisations professionnelles pour sortir de leur léthargie et revenir à la vie publique. Elles ont ouvert leurs locaux et appelé leurs adhérents à participer aux différentes manifestations organisées pour exprimer « le soutien du peuple égyptien » à « la lutte des frères de Palestine ». Ainsi le Syndicat des journalistes a-t-il accueilli le comité populaire de soutien à l'intifâda durant les premières semaines de son existence et a-t-il abrité les différentes grèves de la faim déclenchées par des intellectuels de gauche pour exiger, entre autres, le « renvoi » de l'ambassadeur d'Israël. De même, le Syndicat des médecins et celui des pharmaciens, où les observateurs ont remarqué une mobilisation inhabituelle du courant islamiste, ont-ils largement contribué au mouvement général de solidarité (aide matérielle, collecte de médicaments, participation active aux comités de boycott des produits israéliens et américains). Le Syndicat des artistes a, lui aussi, tenu à marquer sa présence dans le mouvement de colère et de solidarité en participant à plusieurs meetings populaires et en y introduisant une dimension festive. Signalons ici le phénomène du chanteur populaire Sha'bân Abd Al Rahim, dont le disque *Ana Bakrah Isra'îl* (Moi, je hais Israël) a été vendu à plusieurs millions d'exemplaires.
- 6 Cependant, l'impression générale est que les syndicats dans le compromis qu'ils ont trouvé avec l'État n'ont pas plus d'initiative ou de capacité de mobilisation que les partis politiques, et la bureaucratie qui les gouverne doit plus tenir compte de ses relations avec le pouvoir étatique que des sentiments et des aspirations de la base qu'elle est censée représenter. Leur participation au mouvement de solidarité avec l'intifâda manifeste ainsi plus la profondeur de ce mouvement que la vitalité de chacun d'entre eux.

Les O.N.G. et les centres de droits de l'homme

- 7 Les organisations non gouvernementales, notamment les centres et les associations de défense des droits de l'homme, qui sont en liberté surveillée depuis l'adoption des nouvelles lois qui les régissent, ne se sont pas particulièrement fait remarquer et on dirait que leurs membres ont préféré agir à travers les différents comités populaires et se dissoudre dans le mouvement général. Certes, elles n'ont pas manqué de publier, soit collectivement, soit chacune pour elle-même, des déclarations de principe pour dénoncer les agissements des forces d'occupation israéliennes, manifester leur plein soutien à la lutte des Palestiniens et « exiger » du gouvernement égyptien en particulier et des gouvernements arabes en général de rompre toutes relations avec l'État d'Israël et de prendre leur distance vis-à-vis de la politique américaine. Mais, seuls quelques centres ont pris l'initiative d'organiser des manifestations spécifiques, tels que le Centre du Caire des droits de l'homme, qui a entrepris des études et organisé nombre de conférences et de

rencontres relatives à la question palestinienne ; le Centre Hishâm Mubâarak pour le droit, dont les locaux sont devenus le siège officiel et permanent du Comité populaire de soutien à l'intifâda du grand Caire, le Centre Al-Ardh (la terre) et le Forum des organisations féminines. Reste à remarquer que les ONG à vocation activiste sont de plus en plus prisonnières des dispositions légales conçues pour les contrôler, mais aussi du langage et des discours qu'elles doivent tenir pour satisfaire les bailleurs de fonds et la conception des droits de l'homme qu'ils veulent promouvoir.

Les comités populaires

- 8 L'apparition des « comités populaires » de soutien à l'intifâda est le phénomène le plus remarquable du mouvement égyptien en faveur de la lutte palestinienne. Le 13 octobre 2000, une réunion au « Centre al-Nadîm pour la réhabilitation psychologique des victimes de la violence » a rassemblé une quarantaine de militants de gauche, dont la plupart sont des vétérans du mouvement étudiant des années soixante-dix. La moitié d'entre eux appartient aux différentes organisations de défense des droits de l'homme. Ils proclament la constitution d'un « comité populaire de soutien à l'intifâda du peuple palestinien » (CPSIPP) lequel trouve accueil et appui au Syndicat des journalistes avant de s'installer au Centre Hishâm Mubâarak. Dès le premier numéro de son bulletin, le comité déclare qu'il est ouvert à tout égyptien convaincu « du droit du peuple palestinien à lutter pour recouvrer ses droits spoliés et sa terre occupée » et qu'il a pour objectif de donner le plus grand soutien possible à l'intifâda de ce peuple « jusqu'à la réalisation de la victoire ». Le Comité appelle ainsi « tous les groupements populaires » à prendre l'initiative de créer des comités populaires analogues et de coordonner leurs activités « afin que se concrétise le mouvement de solidarité entre les deux peuples égyptien et palestinien. »
- 9 Le CPSIPP a commencé ses activités en lançant une campagne pour rassembler un million de signatures, sous forme de deux pétitions, l'une adressée au Secrétaire général de l'Onu et l'autre au président Husnî Mubâarak. La première dénonce « l'agression raciste et barbare dont est victime le peuple palestinien » et demande la « constitution immédiate d'une commission internationale » chargée d'enquêter sur les crimes de l'État d'Israël. Elle demande en outre de garantir « une protection internationale aux Palestiniens de l'intérieur exposés à un génocide raciste », « de reconnaître aux réfugiés Palestiniens le droit de retour sur leurs terres conformément à la résolution n° 194 de l'assemblée générale de l'Onu. » La seconde pétition demande au président de la République : « 1 – la fermeture de l'ambassade d'Israël en Égypte », « 2 – l'arrêt de toutes les formes de normalisation avec l'État raciste d'Israël ».
- 10 Le Comité dut dès le début, d'une part, rechercher la reconnaissance (même implicite) du pouvoir et, d'autre part, gagner une légitimité populaire. Aussi renonça-t-il à toute activité susceptible de mécontenter les services de sécurité, telles que les manifestations sur la voie publique ou les mots d'ordre ouvertement hostiles au gouvernement. Se sachant traversé par plusieurs courants politiques (des Frères musulmans aux marxistes indépendants en passant par les diverses nuances du nassérisme, le Wafd et les communistes), le Comité a orienté son action vers des objectifs fédérateurs qui ne peuvent que faire l'unanimité. Outre les pétitions reproduites et distribuées à des dizaines de milliers d'exemplaires, l'idée de convois humanitaires a tout de suite été accueillie avec « enthousiasme ». Il était difficile pour la police politique de contester de tels desseins. Cependant, dès les premières réunions, la majorité des membres du Comité a tranché la question de « l'apolitisme » avancée par certains. Pour cette majorité, en effet, « il faut affirmer la nécessité de transformer la solidarité et la compassion avec le combat

du peuple palestinien d'une simple sympathie humanitaire avec un peuple aux droits spoliés en une conscience [politique] raisonnée du plan américano-sioniste qui vise l'ensemble des peuples arabes et, à leur tête, le peuple égyptien ».

- 11 Pour d'autres, le mouvement du soutien égyptien doit « devenir une partie intégrante du mouvement mondial contre la globalisation sauvage et l'hégémonisme d'une seule puissance sur le système international qui reproduit l'oppression ».
- 12 Devant la violence de la répression israélienne, l'État égyptien se voit dans l'obligation de rappeler son ambassadeur en Israël, Muhammad Basyûni, lequel deviendra une figure des plus prisées par les médias durant les premiers mois de l'intifâda. Les médias se déchaînent contre les agissements des forces d'occupation et contribuent à la mobilisation générale de la population. L'image de Muhammad al-Durra – l'enfant assassiné entre les bras de son père devant les caméras de télévision – reste dans toutes les mémoires. Le CPSIPP trouve alors un soutien inattendu lorsque Hamdî Qandîl, l'animateur de l'une des émissions politiques les plus populaires de la télévision égyptienne, *Ra'is al-tahrir* (Rédacteur en chef), annonce la constitution du Comité, diffuse ses coordonnées et appelle les téléspectateurs à donner leur appui à cette initiative. Cette publicité inespérée va permettre le développement d'une activité que nul ne prévoyait. L'accent est tout de suite mis sur les priorités « humanitaires » : les Palestiniens ont des besoins matériels précis et il faut tout mettre en œuvre pour concrétiser l'élan spontané de solidarité. Très rapidement, des comités de soutien, analogues à celui du Caire, se mettent en place un peu partout dans les gouvernorats : Alexandrie, Suez, Port-Saïd, le Sinaï, Dakahliyya, Al-Buhayra, Al-Sharqiyya, Al-Fayûm, la mer Rouge, Assiût et jusqu'à Aswân. Leurs animateurs ne sont pas tous « politisés » et on a vu des médecins, des pharmaciens, des journalistes, des enseignants, des ouvriers, des étudiants et des commerçants venir offrir leurs services à ces comités. Les dons, aussi modestes soient-ils, ont été la forme spontanée de la solidarité, en vue d'envoyer des convois humanitaires aux territoires occupés et sinistrés. Les comités ont distribué des listes de produits de première nécessité (médicaments, produits alimentaires, vêtements et couvertures), que les différents donateurs devaient fournir, car personne n'est autorisé à collecter de l'argent. Pendant des semaines, les journaux ont rapporté des exemples illustrant l'élan de générosité populaire déclenché à cette occasion : des ouvriers qui offrent une partie de leur paie, des écoliers qui donnent leur argent de poche, une camionnette qui fait le tour d'al-Arîsh pour collecter les dons et arrive à rassembler plus de cinquante tonnes de produits en moins de deux semaines. Dans certaines zones rurales, on a pu collecter jusqu'à quatre-cent canards que l'on a dû troquer contre des produits moins périssables... Afin d'obtenir un appui officiel, le CPSIPP a adressé des messages à Amr Moussa, alors ministre des Affaires étrangères, à son assistant pour les affaires arabes et à Usâma al-Bâz (conseiller politique du président de la République), où il a porté à leur connaissance la constitution du Comité et leur a demandé de lui accorder l'assistance et l'appui nécessaires en vue de surmonter les difficultés administratives et politiques susceptibles d'entraver ses activités. Avec l'appui de différents services et de Mme Suzân Mubârak, le premier convoi humanitaire transportant 1200 tonnes de produits est arrivé le 26 novembre 2000 à al-Arîsh et a été accompagné sur 7 km par une manifestation populaire sur la route de Rafah ; il est resté bloqué pendant plusieurs semaines à la frontière par les autorités israéliennes. Mais une vingtaine d'autres convois suivra durant les années 2001, 2002 et 2003.

- 13 Si le Comité du Caire a été dominé par des acteurs rompus au militantisme politique, les comités de province ont souvent vu en leur sein des personnes peu habituées aux luttes partisans et, fait remarquable, bon nombre d'anciens hauts fonctionnaires civils et militaires, animés par le seul souci de « faire quelque chose pour le peuple palestinien frère ».
- 14 Les réunions publiques, dans les quartiers du Caire ou dans les villes de province, et les discussions organisées par les différents comités de soutien ont attiré un public que les partis politiques n'ont jamais été capables de rassembler. Les activités ont été organisées par des commissions spécialisées au sein de chaque comité (information, aide humanitaire, collecte de produits, coordination avec les autres comités, etc.) et les volontaires n'ont jamais manqué. Les comités de province ne sont pas des branches ou des sections du Comité du Caire, mais chaque comité agit comme un organisme autonome, ce qui n'a pas empêché la coordination et la collaboration entre les différents groupes (échanges d'informations et de publications ; visites de délégués ; appartenance de certaines personnes à plusieurs comités à la fois).
- 15 En marge des comités de soutien et avec le développement du mouvement de protestation contre la politique ouvertement pro-israélienne des États-Unis, s'est formé un courant prônant le boycott des produits tant israéliens qu'américains et un « comité égyptien général pour le boycott des marchandises et des sociétés sionistes et américaines » s'est constitué à cet effet. Il a diffusé des « listes noires » de sociétés commerciales et de produits à boycotter, et appelé les hommes d'affaires égyptiens à rompre toutes relations commerciales avec les compagnies israéliennes et américaines. Des listes de marchandises importées à boycotter ont été diffusées par plusieurs journaux et distribuées dans les principaux centres commerciaux ; de même que des listes de médicaments d'origine américaine à remplacer par des équivalents de fabrication locale. La campagne de boycott a parfois connu des épisodes spontanés de violence, lorsque de jeunes manifestants ont brisé les façades et les enseignes de certains fast-food et supermarchés dont les sociétés propriétaires (américaines ou anglaises) sont accusées de financer l'État d'Israël. Mais ces actes ont tout de suite été dénoncés par les médias officiels et les forces de l'ordre les ont brutalement réprimés.

Les manifestations

- 16 Bien avant la constitution du CPSIPP, des manifestations populaires rassemblant chaque fois des milliers de personnes ont éclaté notamment dans l'enceinte de l'Université du Caire et à la sortie de la mosquée d'Al-Azhar, après la prière du vendredi. Les autorités tolèrent généralement les manifestations, à condition qu'elles ne débordent pas sur la voie publique et qu'elles aient lieu dans des locaux bien définis (sièges des partis ou des syndicats pour l'essentiel). Le fait nouveau, depuis l'instauration de l'état d'exception, c'est-à-dire depuis plus de vingt ans, est le retour de la manifestation de rue comme moyen d'expression et de protestation à partir des premières semaines de l'intifâda d'al-Aqsâ et ce, avec de plus en plus de participation populaire. Ce droit garanti par la constitution est suspendu par la loi d'urgence. Aussi les forces de sécurité, suivant les ordres reçus et en fonction des circonstances, ont-elles réagi – durant les centaines de manifestations que connaît l'Égypte durant les années 2000, 2001, 2002 et 2003 – avec toutes les nuances de la répression, depuis l'encadrement musclé jusqu'à l'usage de la violence la plus brutale. Si le CPSIPP a peu appelé à manifester, ce sont les partis d'opposition ou certains groupements d'intellectuels qui en ont pris l'initiative. Cependant, la plupart des manifestations ont été spontanées et leur ampleur a, d'une

part, surpris les acteurs politiques traditionnels et, d'autre part, poussé les forces de l'ordre à sévir sans ménagement. Certes, des dizaines de manifestations ont été organisées d'une façon quasi officielle dans la plupart des universités égyptiennes et on a vu des doyens de faculté et des présidents d'université rejoindre leurs collègues enseignants et « leurs fils étudiants » pour exprimer leur solidarité avec le peuple frère de Palestine. Mais ces démonstrations n'ont trompé personne et ont été généralement interprétées comme des tentatives de récupération ou de prévention de possibles débordements.

- 17 Toutefois, la violence policière s'est exercée chaque fois que les manifestations ont outrepassé les limites tolérées par le ministère de l'Intérieur. Toutes les tentatives d'approche de l'ambassade d'Israël, située à quelque 200 mètres de l'Université du Caire, ont été brutalement réprimées, de même que celles visant l'ambassade des États-Unis au centre-ville. Les arrestations, les bombes lacrymogènes, les balles en caoutchouc, les matraques et, enfin, les chiens policiers, sont les armes courantes utilisées par les forces anti-émeutes de la Sécurité centrale (*al-amm al-markazi*) pour faire face aux manifestants. L'usage des armes à feu a été dénoncé, à plusieurs reprises, par les journaux d'opposition ou les associations humanitaires et a causé la mort d'au moins un manifestant, l'étudiant Muhamad al-Saqâ à Alexandrie, en avril 2002. Mais les blessés plus ou moins graves se comptent par centaines durant les longs mois de « l'intifâda égyptienne ».
- 18 On peut affirmer que la tendance à la répression des forces de sécurité a changé de caractère à partir des attentats du 11 septembre 2001. Il se trouve que la veille, le 10 septembre, une manifestation de quelques centaines d'activistes eut lieu en pleine place Tahrir, devant le Mugama (Préfecture de police du Caire) pour protester contre la politique pro-israélienne des États-Unis et en guise de préparation à la commémoration du premier anniversaire de l'intifâda. Aussitôt, les forces de sécurité arrêtaient Farîd Zahrân, membre fondateur du CPSIPP, et coupaient court aux projets de commémoration. Désormais, les arrestations « préventives » sont devenues une pratique courante chaque fois qu'une manifestation est annoncée, tandis que les activités des différents comités de solidarité sont surveillées de près par les services de sécurité.
- 19 Lorsque les forces armées israéliennes entreprennent la réoccupation violente des territoires de l'Autorité palestinienne avec l'accord explicite des États-Unis et commettent le « massacre » de Jenîn, les manifestations atteignent leur apogée. On signale alors les mots d'ordre les plus violents contre les dirigeants arabes, y compris ceux de l'Égypte, l'appel au *Jihâd* par certains et l'inscription de milliers de jeunes sur des listes de volontaires prêts à combattre en Palestine. On exige la rupture de toutes relations avec les États-Unis et on s'attaque aux fast-food et aux supermarchés au label américain. Les heurts avec les forces de l'ordre se font de plus en plus violents et les médias officiels par la voix de leurs éditorialistes commencent à dénoncer les « débordements » et les « violences » attribués aux « éléments provocateurs » « infiltrés » dans les manifestations « pacifiques » pour les détourner de leurs « nobles objectifs », « salir l'image de l'Égypte et de ses dirigeants » et « saboter son économie ». Certains n'hésitent pas à accuser les Frères musulmans tandis que d'autres se contentent de vilipender « l'extrémisme » et le « fanatisme ».
- 20 De fait, un fossé s'est progressivement creusé entre l'État et ses organes de répression ou de « désinformation » d'un côté, et de larges couches de la population, organisées ou non, qui lui reprochent son impuissance devant les « crimes d'Israël », voire sa complicité avec « les ennemis des peuples arabes » d'un autre côté. La guerre américaine annoncée contre

l'Irak ne fera qu'exacerber la situation, mais aussi introduire la confusion. Après avoir autorisé une manifestation organisée par les partis d'opposition (islamistes, nassériens, wafdistes et communistes) qui a rassemblé plus de 100 000 personnes au stade du Caire, le pouvoir – par l'intermédiaire du parti majoritaire (le PND) – a appelé à une manifestation de solidarité avec le peuple d'Irak, qui se proposait de mobiliser un million de manifestants afin, surtout, d'y faire applaudir la politique suivie par le chef de l'État. Une démonstration de force destinée à « en imposer » aux autres partis et à mettre fin aux « surenchères » nationalistes arabes.

- 21 Avec l'occupation de l'Irak et la chute du régime de Sadâm Husayn de la manière que l'on sait, la mobilisation populaire s'est brusquement affaîssée et ne restent sur le terrain de la lutte contre le « sionisme » et « l'impérialisme américain » associés que des militants aguerris et décidés face à une force répressive savamment dosée, qui n'a plus besoin de recourir à la violence pour les maîtriser.

NOTES

1. Khâlid abd-al-Rasûl, « Qirâ'a fi zâhirat al-Lijân al-sha'biya », *Ahwâl Misriya* n° 12, 2001 (Une lecture du phénomène des comités populaires).
 2. Elliott Colla, *Solidarity in the time of Anti-normalization*, Middle East Report, n° 224 (2002).
 3. Sur la génération dite des années soixante-dix, ses rêves, ses acquis, ses dérives et ses déboires, voir le beau livre testament *Al-Mubtasarûn* (Les prématurés), publié par 'Arwa Sâlah à la veille de son suicide en 1999.
 4. CPSIPP. En anglais : Egyptian People's Committee for Solidarity with Palestinian Intifâda.
 5. Il a reçu cette réponse de 'Amr Moussa : « Je suis heureux d'exprimer l'appui du ministère des Affaires étrangères à cette initiative qui rentre dans le cadre du soutien au combat légitime du peuple palestinien contre l'occupation... »
 6. « Le martyr de Muhamad al-Saqâ tué par les balles du Sharon de la sécurité égyptienne » a titré l'organe nassérien *Al-'Arabî* du 14 avril 2002.
-

INDEX

Mots-clés : Palestine

AUTEUR

MUSTAPHA AL-AHNAF

Cedej